

Politique Industrielle Viable - mise à jour



IndustriALL a lancé en 2013 une initiative ambitieuse sur le thème de la Politique Industrielle Viable, afin de stimuler la discussion et l'action parmi les affiliés et ainsi encourager une approche syndicale des questions essentielles en matière de viabilité pour l'industrie.

L'initiative de Politique Industrielle Viable propose de fait une approche intégrée reconnaissant l'existence de trois dimensions en matière de viabilité, à savoir les dimensions sociale, économique et environnementale, et l'urgence pour les gouvernements de formuler une politique industrielle progressive sur laquelle les syndicats puissent exercer une influence. IndustriALL a élaboré un document de travail donnant une base de référence sur les questions essentielles à considérer, à l'appui des objectifs établis dans le Plan d'action d'IndustriALL.

L'emploi industriel viable compte au nombre des priorités stratégiques d'IndustriALL jusqu'au Congrès 2016. À travers l'initiative de Politique Industrielle Viable, nous aspirons à influencer la mise en forme et la finalité du processus d'élaboration et de mise en œuvre de la politique industrielle, et ce par les moyens suivants :

- établir une compréhension commune, parmi les affiliés, des priorités syndicales en matière de viabilité, ainsi que de la manière de les traiter
- organiser des discussions régionales visant à identifier les questions essentielles en matière de viabilité et élaborer des actions conjointes
- partager les stratégies permettant d'influencer efficacement les gouvernements dans le domaine des politiques industrielles viables
- renforcer la capacité des affiliés à développer et mettre en œuvre leur propre vision du développement industriel viable
- élaborer une approche stratégique de la viabilité pour chaque secteur
- se servir des réseaux syndicaux au sein des entreprises multinationales pour déterminer des actions conjointes

En 2013, l'accent était mis sur la présentation, aux affiliés, de la vision de la Politique Industrielle Viable selon IndustriALL, sur la base du document de travail ; le lancement a eu lieu à l'occasion de la réunion du Comité exécutif en mai, et au travers de plusieurs réunions régionales.

IndustriALL

Pour une Politique Industrielle Viable





Réunions régionales

La première réunion régionale s'est tenue à Johannesburg en avril ; issus de 16 pays d'Afrique subsaharienne, les 26 affiliés présents ont ainsi élaboré des stratégies visant à appuyer auprès de leurs gouvernements des politiques progressives de promotion de l'industrialisation et de l'emploi. Les syndicats ont reconnu que, dans le cas de l'Afrique, la dépendance continue vis-à-vis de l'extraction des minerais constitue un frein au développement, mais bon nombre de gouvernements de la région, pour lesquels la politique industrielle n'est toujours pas une priorité, ne se soucient guère du besoin urgent de diversification économique à des fins de valeur ajoutée.



La réunion a mis en lumière un certain nombre de politiques industrielles clés à promouvoir dans la région. Il s'agit notamment de l'enrichissement des minerais, des politiques commerciales appuyant l'industrialisation et le développement, de l'investissement dans l'infrastructure, l'éducation, la formation et la R&D, ainsi que du soutien au transfert de compétences.

Les affiliés sont convenus d'accorder la priorité au développement industriel et de concentrer leurs efforts sur le développement de la capacité des syndicats à exiger des politiques industrielles globales et stratégiques, sur l'éducation des membres et la sensibilisation aux campagnes soutenant des politiques favorables aux travailleuses et aux travailleurs, et sur le développement de politiques conjointes associées à des industries spécifiques et auprès des instances gouvernementales régionales. Ils chercheront à influencer les gouvernements, en s'appuyant sur l'expérience acquise par les syndicats sud-africains en matière de collaboration avec le gouvernement, pour produire un plan de politique industrielle qui identifie les secteurs clés pour la création d'emplois et instaure des programmes de stimulation.

En septembre, les affiliés de l'Inde, du Népal et du Sri Lanka ont pris part à un atelier conduit à Delhi aux côtés de représentant(e)s de diverses confédérations syndicales indiennes. Cette réunion a permis de rassembler pour la première fois des syndicats en Inde sur la question de la politique industrielle, considérée auparavant comme une prérogative du gouvernement et de l'industrie. Plusieurs confédérations indiennes étaient représentées lors de l'événement, notamment en la personne de Sanjeeva Reddy, membre du Comité exécutif d'IndustriALL, qui a insisté sur l'importance de la question pour les centrales nationales et fait savoir que le document de travail d'IndustriALL avait été distribué et examiné par les 9000 délégué(e)s au congrès de l'INTUC. L'étape suivante consistera à faire de la politique industrielle viable une revendication commune des centrales nationales en Inde.

Le ministre indien du Charbon, l'OIT et plusieurs expert(e)s locaux(-ales) ont contribué au débat. En conclusion, les participant(e)s ont mis en avant la marge suffisante dont disposent les syndicats pour œuvrer conjointement en Inde afin de promouvoir une politique industrielle viable auprès du gouvernement et de l'industrie. Ils poursuivront leur étroite collaboration avec le bureau régional d'IndustriALL afin d'élaborer des plans et stratégies concrets.

Réunis à Montevideo, Uruguay, en octobre, des affiliés d'Argentine, du Brésil, du Chili, du Paraguay et d'Uruguay ont examiné les options offertes aux affiliés d'IndustriALL pour travailler main dans la main dans le but d'influencer les gouvernements et l'industrie dans le domaine de la politique industrielle viable aux niveaux national et régional.

La réunion a accueilli deux représentant(e)s du ministère uruguayen de l'Industrie, de l'Énergie et des Mines, qui ont insisté sur l'importance d'une participation des syndicats au sein des organismes sectoriels chargés d'examiner des plans propres à l'industrie, et sur la nécessité d'impliquer, dans ce



débat, les ministères de l'Environnement et du Travail, et pas seulement les ministères de l'Industrie.

Les participant(e)s ont discuté de la nécessité d'une intégration régionale accrue des politiques des États, notamment en ce qui concerne la fiscalité et les prévisions sociales et environnementales, ainsi que de la poursuite du développement d'une complémentarité de production pour obtenir localement une valeur ajoutée et améliorer l'emploi. Il a été convenu de la nécessité de renforcer le rôle d'IndustriALL dans la région afin de permettre aux syndicats d'influencer davantage les gouvernements et les entreprises, et d'assurer la visibilité d'IndustriALL au sein des délégations dépêchées auprès des gouvernements pour expliquer ce travail. La volonté politique des gouvernements est d'une importance cruciale et les affiliés ont accepté de travailler ensemble à cette fin en faveur de Mercosur et d'Unasur.



J'espère que les affiliés se serviront du document de travail pour orienter le débat parmi leurs membres sur une approche syndicale stratégique de la Politique Industrielle Viable. Nous ne pouvons pas laisser les décisions sur l'avenir de nos industries, de nos emplois et de notre planète aux mains des entreprises multinationales et des forces du marché. Grâce à IndustriALL, nous pouvons faire entendre la voix des travailleurs et travailleuses de l'industrie.

Jyrki Raina, Secrétaire général

IndustriALL devrait élaborer un plan stratégique pour la région, qui comporterait des plans d'action concrets afin d'exercer des pressions en faveur d'une politique industrielle viable. Des secteurs prioritaires ont été identifiés comme les mines, l'énergie, la pâte à papier et le papier, la métallurgie, l'acier, le textile, la chimie et l'électronique. Dans un premier temps, les syndicats chiliens vont organiser en décembre un forum ouvert des mineurs et des métallurgistes, où seront convié(e)s des représentant(e)s du gouvernement et des entreprises. Il s'agira ensuite d'organiser des événements similaires dans chaque pays.

Un débat plus bref s'est tenu en septembre à Kiev, Ukraine, entre les délégué(e)s assistant à la réunion sous-régionale pour les pays de la CEI, et la question figurait également à l'ordre du jour de la première réunion régionale d'IndustriALL pour l'Amérique du Nord.

Un atelier d'analyse des besoins était programmé à Kampala en novembre, réunissant des affiliés ougandais, tanzaniens et kenyans. Cet atelier se proposait d'identifier des domaines de coopération potentiels en matière d'élaboration et de mise en œuvre de la politique industrielle viable, dans le but de mettre au point un programme de travail coordonné aux niveaux national et régional.

Un représentant du ministère du Travail ougandais a présenté la politique industrielle en vigueur dans son pays, qui définit l'orientation stratégique pour les dix années à venir. Aucun des affiliés ougandais ne connaissait cette politique industrielle et ils ont décidé de promouvoir le dialogue avec le gouvernement sur cette question.

Un représentant de l'East Africa Trade Union Confederation (EATUC) a confirmé que l'ensemble des États de la Communauté de l'Afrique de l'Est, de même que la CAE elle-même, ont établi des politiques industrielles destinées à stimuler l'investissement et les exportations et ancrer le développement industriel dans le cadre du développement national en général, mais tous les syndicats n'ont pas concouru à l'élaboration de ces politiques. La politique de la CAE met l'accent sur la transformation structurelle du secteur manufacturier, mais elle se concentre sur l'entreprise et ne tient pas compte de l'environnement. La CAE manque cruellement de moyens pour mettre en œuvre sa propre politique.

Les affiliés ont décidé de renforcer leur unité sur ces questions aux niveaux régional et national, en suivant l'exemple des syndicats ougandais qui ont signé un protocole d'entente en matière de coopération. Chaque pays désignera une personne chargée de la coopération dans le domaine de la politique industrielle régionale. Dans l'immédiat, les syndicats devront interagir avec leurs gouvernements pour assurer une représentation efficace et ils centreront leurs efforts sur le recrutement afin de renforcer leurs capacités à cette fin.

En Europe, IndustriALL coopère avec industriAll European Trade Union, qui dispose depuis longtemps d'un comité en charge de la politique industrielle ; ce comité a produit divers documents de position dans ce domaine et il interagit avec la Commission européenne sur les questions de politique industrielle.





Prochaines étapes

Les bureaux régionaux d'IndustriALL continueront de collaborer avec les affiliés afin de poursuivre l'élaboration et la mise en œuvre de plans régionaux visant à accroître l'influence des syndicats sur la politique industrielle viable ; cette tâche nécessitera par ailleurs d'identifier les éventuels besoins en matière de renforcement de capacités, et d'y répondre. Les plans régionaux devraient être consolidés lors de chaque conférence régionale programmée en 2014.

L'année 2014 marquera un plus fort recentrage sur le développement d'approches spécifiques à l'industrie au travers des différents secteurs industriels d'IndustriALL, que ce soit lors des débats conduits dans le cadre des réunions industrielles ou lors des discussions électroniques menées entre les différents réseaux industriels. Il s'agira d'identifier 2-3 priorités au moins pour chaque industrie, auxquelles puissent se consacrer l'ensemble des affiliés du secteur concerné. Les propositions relatives aux secteurs automobile et minier feront l'objet d'une attention particulière. Des travaux significatifs ont déjà été initiés par l'intermédiaire d'un projet d'IndustriALL axé sur la viabilité dans les industries minières du Sud, et qui entend tout spécialement encourager le développement via l'industrialisation et la création d'emplois dans le secteur minier plutôt qu'en se limitant aux exportations de matières premières.

La conférence d'IndustriALL sur l'Énergie, programmée à Madrid en avril 2014, se profile comme un événement de premier plan à l'occasion duquel les affiliés présents pourront débattre des approches en matière de viabilité dans ce secteur. Les débats ainsi menés permettront de documenter le point de vue d'IndustriALL dans le domaine de la politique énergétique.



Il est à espérer que les réseaux d'entreprise d'IndustriALL seront également en mesure d'élaborer leurs propres propositions à l'endroit des entreprises elles-mêmes dans le but de faire progresser nos objectifs en matière de politique industrielle viable.



Tous les affiliés sont encouragés à prendre part au processus d'élaboration de la Politique Industrielle Viable d'IndustriALL d'ici le prochain Congrès en 2016, à l'occasion duquel des débats de fond seront engagés au sujet des progrès réalisés.

Personnes à contacter :

Jenny Holdcroft
Directrice des politiques
jholdcroft@industrialunion.org

Brian Kohler
Directeur de la santé, de la sécurité et de la viabilité
bkohler@industrialunion.org

www.industrialunion.org

